Volume 14, Numéro 3
JUIN 2012

LE POULET CANADIEN

Les PPC au Salon national de la femme – Une sortie de bon goût !

Dans le cadre de leur stratégie de relations continues avec les consommateurs, les PPC ont augmenté leur portée pour influencer les consommateurs, en accordant une importance particulière aux femmes (notre clientèle principale), au Salon national de la femme d'Ottawa les 14 et 15 avril.

Le Salon national de la femme est organisé chaque année à Ottawa, Toronto, Québec, et Montréal. Depuis 2002, le Salon offre aux exposants une occasion rêvée de rencontrer personnellement des milliers de femmes qui désirent communiquer avec les gens qui fournissent les produits et les services dont elles se servent.

Les femmes qui participent aux différents Salons nationaux de la femme à l'échelle canadienne forment une clientèle informée qu'il ne faut pas laisser pour compte. Elles proviennent de tous les horizons, savent ce qu'elles recherchent, et prennent la plupart des décisions d'achat en matière d'aliments et boissons, de vêtements et modes, d'activités et loisirs, de soins de santé, de finances et d'investissement, de vacances, etc.!

suite page 2

dans ce numéro

3 | La croissance des échanges commerciaux poursuivra son repli en 2012 après un fort recul en 2011 couragent les producteurs canadiens

4 | L'évolution du CRAC

6 | Le gouvernement du Canada aide les aviculteurs de l'Atlantique

10 | Lancement d'un accord de partenariat économique avec le Japon

Les Producteurs de poulet du Canada
Chicken Farmers of Canada

Suite de la page 1

Les femmes qui assistent au Salon :

Revenu du ménage	Âge
19 % 100 000 $	30 % sont âgées de 19 à 29 ans
46 % 75 000 $–100 000 $	29 % sont âgées de 30 à 44 ans
20 % 50 000 $–75 000 $	41 % sont âgées de plus de 45 ans
15 % moins de 50 000 $	

Le kiosque des PPC était situé dans l'allée achalandée Monde des saveurs et les 20 000 participantes et plus d'Ottawa ont fait du Salon national de la femme un franc succès ! Peter Wright, le fondateur de Creative Sampling Solutions, a offert aux PPC une occasion alléchante de faire participer les femmes en transmettant d'importants messages de santé à l'aide de démonstrations culinaires où le poulet était évidemment à l'honneur, tandis que le personnel en coulisse servait des échantillons goûteux et délicieux de cinq recettes du site Web des PPC.

Voici donc les recettes :

- Variante de poulet au beurre (poulet à l'indienne à la sauce crème tomate, faible en gras) ;
- Cuisses de poulet avec sauce piquante relevée (viande brune nutritive) ;
- Poulet Nacho et trempette aux fèves (recette contenant du poulet haché) ;
- Bouchées de pizza de polenta au poulet (sans gluten) ;
- Tostadas à l'avocat, aux betteraves et au poulet (teneur réduite en sodium).

Un des plats de présentation les plus populaires représenté sur cette image a été celui des « Cuisses de poulet avec sauce piquante relevée », *un plat nutritif aussi appelé cuisses de poulet épicées et juteuses !* Le principal message de santé transmis par cette recette était le concept que la viande brune n'est pas beaucoup plus grasse que la viande blanche, qu'elle contient davantage de zinc et de fer, et qu'elle est souvent vendue moins cher au marché, un élément qui n'est pas à négliger.

Au cours des démonstrations culinaires, le personnel des PPC était sur place pour coordonner l'attribution de prix aux chanceux qui ont répondu correctement aux questions du jeu-questionnaire sur le poulet. Le personnel avait également une importante occasion de discuter et de côtoyer des centaines de femmes, et de faire la promotion du livre de recettes des PPC, Le poulet savoureux et élégant, ainsi que des centaines de recettes de poulet santé à www.poulet.ca.

La croissance des échanges commerciaux poursuivra son repli en 2012 après un fort recul en 2011

En 2011, le commerce international a enregistré une croissance de 5,0 %, un fort repli par rapport au rebond de 13,8 % en 2010, et la croissance ralentira davantage en 2012, pour atteindre les 3,7 %, selon les projections des économistes de l'OMS. Ils attribuent le ralentissement à la perte d'élan de l'économie mondiale en raison de certains chocs, dont la crise de la dette souveraine en Europe.

Un important ralentissement de l'expansion du commerce a été prévu pour 2011, mais une panoplie de reculs économiques au cours de l'année a miné la croissance au-delà des attentes et a entrainé un assouplissement plus important que prévu au quatrième trimestre.

« Plus de trois années se sont écoulées depuis l'effondrement commercial de 2008-2009, mais l'économie et le commerce mondiaux demeurent fragiles. Le ralentissement supplémentaire du commerce prévu pour 2012 indique que les risques de perte en cas de baisse demeurent élevés », soutient le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy.

« L'OMC a, jusqu'à présent, prévenu le nationalisme économique, mais le rythme paresseux de la reprise soulève des inquiétudes indiquant qu'un mince filet régulier de mesures commerciales restrictives pourrait progressivement miner les avantages de l'ouverture des marchés. Pour le moment, il faut faire preuve de prudence. Les membres de l'OMC devraient porter leur attention à la revitalisation du système commercial, en plus de s'assurer qu'un tel scénario ne se concrétise pas. »

> Nous ne sommes pas encore au bout de nos peines
>
> - Directeur général de L'OMC, Pascal Lamy

Les économistes de l'OMC ont averti que les données commerciales préliminaires de 2011 et les prévisions pour 2012 étaient difficiles à évaluer en raison des niveaux inhabituels de volatilité des marchés financiers et dans l'économie en général au cours des dernières années. Le chiffre préliminaire de 5,0 % pour la croissance mondiale du commerce des biens en 2011 est un recul de 0,8 point par rapport à leur dernière mise à jour des prévisions en septembre 2011.

Voici les principaux éléments du rapport de l'OMC :

- À 5,0 %, la croissance des échanges commerciaux ralentit en 2011 à la suite d'un rebond de 13,8 % en 2010.
- Ralentissement supplémentaire à 3,7 % en 2012, inférieur à la moyenne sur 20 ans de 5,4 %.
- La fragilité et l'incertitude demeurent, avec un risque de perte plus élevé.
- Les chocs ont miné le commerce l'an dernier : la crise de la dette européenne, le tsunami au Japon, les inondations en Thaïlande.
- Des catastrophes ont frappé les chaînes d'approvisionnement et la production au Japon, en Chine et ailleurs.
- L'UE est peut-être déjà en récession tandis que la croissance de la production mondiale recule.
- L'interruption de l'approvisionnement en pétrole en Lybie réduit la croissance des exportations de l'Afrique de 8 %.
- La croissance du commerce des biens manufacturés a diminué au T4, le commerce des produits automobiles est passé à moins de 10 % et le commerce des produits électroniques a ralenti.
- Les révoltes du printemps arabe ont également eu une incidence sur les exportations de services d'Afrique en raison de forts reculs en Égypte et en Tunisie.

Les dernières données sur la production laissent croire que l'Union européenne puisse être déjà en récession et, même l'économie dynamique de la Chine semble croître plus lentement en 2012. Les perspectives économiques s'améliorent aux États-Unis sous l'impulsion de l'amélioration des conditions du marché et au Japon grâce à des carnets de commandes bien remplis, mais ces données positives ne compenseront que partiellement les données négatives enregistrées précédemment.

De nombreux évènements défavorables ont eu des répercussions disproportionnées sur les économies émergentes, y compris l'interruption de l'approvisionnement en pétrole de la Lybie qui a entraîné un repli de 8 % des exportations d'Afrique l'an dernier et les importantes inondations qui ont frappé la Thaïlande au quatrième trimestre. Le séisme et le tsunami qui ont frappé le Japon ont également contribué à bouleverser les chaînes d'approvisionnement mondiales, ce qui a eu une incidence sur les exportations des pays en développement comme la Chine, étant donné que la diminution des envois de pièces a miné la production de biens d'exportation.

L'évolution du CRAC

Le Conseil d'administration du Conseil de recherches avicoles du Canada (CRAC) continue d'apporter des changements dans le cadre de ses efforts visant à faire du CRAC un organisme aussi efficace que possible. Par exemple, la procédure d'octroi de bourses de recherche a subi des changements, lesquels, de l'avis du Conseil d'administration, permettra d'assurer une meilleure cohésion entre les activités de recherche et les objectifs de l'industrie.

Le nouveau système

Le nouveau système de réception et de vérification des demandes de subvention de recherche fait appel à un processus en deux temps :

1. Une vérification, par l'industrie, de la lettre d'intention
2. Une vérification scientifique de la méthodologie

Dans la lettre d'intention, le demandeur doit présenter un aperçu de la recherche proposée ainsi qu'un résumé des répercussions de la recherche sur l'industrie avicole. Par exemple, comment les travaux proposés aideront-ils l'industrie à atteindre ses résultats de recherche ciblés ? Le demandeur doit également penser à la place de la recherche proposée dans ce que l'on appelle le « continuum de l'innovation » ; est-ce une recherche primaire visant l'acquisition d'une compréhension fondamentale du fonctionnement de quelque chose, ou est-ce d'une nature plus pratique ? Qui seront les utilisateurs finaux de la recherche et que faudrait-il faire pour parvenir à l'étape de l'adoption ? Des réponses à ces questions permettront au CRAC d'évaluer les avantages potentiels de la recherche proposée.

Les lettres d'intention, attendues le 1er juin, seront évaluées par le Conseil d'administration du CRAC et son personnel de soutien avec l'aide d'experts scientifiques.

Les demandeurs dont la lettre d'intention aura été acceptée seront invités à présenter une proposition détaillée (deuxième étape du processus) précisant la conception expérimentale et la méthodologie proposée. La proposition présentera les membres de l'équipe de recherche, décrira leur expérience et le rôle de chacun dans le travail proposé. La formation d'un personnel hautement qualifié (étudiants, techniciens de recherche, etc.) sera également précisée, tout comme le détail des dépenses et sources de financement proposées.

Les propositions détaillées seront étudiées par le comité consultatif scientifique du CRAC, dont les membres représentent un vaste réservoir de connaissances et expertises diverses ; ils sauront évaluer avec précision les subtilités de la méthodologie proposée. Les demandeurs auront l'occasion de répondre aux questions et doutes soulevés par le Comité consultatif scientifique avant que le Conseil d'administration du CRAC ne prenne une décision finale quant au financement.

L'engagement de financement du CRAC est donné sous réserve que le projet obtienne un financement équivalent d'autres sources. Nous préférons que le financement du secteur avicole (le CRAC et autres) soit au mieux égal au financement extérieur (p. ex., autres secteurs agricoles, secteur privé, fonds gouvernementaux, etc.). Un des aspects du service du CRAC est d'aider les chercheurs à déterminer les sources de financement et à obtenir ce financement. Le fait d'obtenir un financement tiers égal à l'investissement du secteur avicole dans la recherche permet d'optimiser l'incidence de cet investissement et encourage la collaboration avec des organismes qui autrement, ne soutiendraient probablement pas directement la recherche sur la volaille.

Même si cela entraînera une prolongation du délai entre la présentation de la lettre d'intention et l'approbation finale, le Conseil d'administration du CRAC estime que le nouveau système avantagera l'industrie et les chercheurs en améliorant les communications et en garantissant que la recherche est orientée vers les objectifs de l'industrie. Le nouveau processus sera supervisé et évalué de façon régulière pour vérifier qu'il continue d'augmenter l'efficacité du CRAC.

Le « nouveau » Conseil

Le principe de la nouvelle procédure d'octroi de subventions a été approuvé par le Conseil d'administration du CRAC lors de l'assemblée générale annuelle du 23 mars 2012. Le CRAC est fier d'annoncer que tous les administrateurs, qui représentent chacun des cinq membres de l'organisme, ont été reconduits à leur poste.

1. Jacob Middelkamp, représentant les Producteurs de poulet du Canada, conserve la présidence du CRAC. Monsieur Middelkamp est un producteur de poulet à griller de l'Alberta.
2. Roelof Meijer, représentant les Éleveurs de dindon du Canada, conserve la vice-présidence. Monsieur Meijer est un éleveur de dindon, également de l'Alberta.
3. Le Conseil canadien des transformateurs d'œufs et de volailles (CCTOV) est représenté par sa directrice technique, madame Erica Charlton.

suite page 5

suite de la page 4

4. directrice des activités agricoles de Maple Leaf Foods, madame Cheryl Firby, représente les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada.
5. La directrice de la responsabilité sociale de Burnbrae Farms, madame Helen Anne Hudson, représente les Producteurs d'œufs du Canada.

Le CRAC aimerait profiter de cette occasion pour remercier ces personnes et les organismes qu'elles représentent pour les efforts déployés et leur soutien indéfectible. La continuité au sein du Conseil d'administration du CRAC facilitera la poursuite des efforts afin d'améliorer la recherche sur la volaille au Canada.

Le CRAC est constitué des Producteurs de poulet du Canada, des Producteurs d'œufs d'incubation du Canada, des Éleveurs de dindon du Canada, des Producteurs d'œufs du Canada et du Conseil canadien des transformations d'œufs et de volailles. La mission du CRAC est de combler les besoins de ses membres grâce à un leadership dynamique et à la mise en œuvre de programmes de recherche avicole au Canada qui peuvent parfois porter sur des questions sociétales. Vous trouverez les coordonnées du CRAC au www.cp-rc.ca.

L'innovation et le développement des marchés sont des facteurs primordiaux

Dans le contexte de recettes à des niveaux record et d'une perspective économique positive pour le secteur agricole canadien, les ministres de l'Agriculture se sont réunis en avril et ont lancé la dernière étape des négociations du prochain cadre stratégique pour les secteurs agricole et agroalimentaire canadiens.

Les ministres ont convenu que ce nouveau cadre stratégique serait axé sur les investissements dans l'innovation, la compétitivité, les opportunités de marché, l'adaptabilité et la viabilité. Les ministres souhaitent signer un accord lors de leur prochaine réunion annuelle en septembre et mettre en place le nouveau cadre stratégique d'ici avril 2013.

« Tout comme les agriculteurs ajustent leurs pratiques agricoles pour les adapter au marché en constante évolution ou aux conditions atmosphériques, les gouvernements doivent examiner et adapter leurs programmes pour qu'ils continuent de soutenir les besoins changeants de l'industrie agricole, a déclaré le ministre fédéral de l'Agriculture, Gerry Ritz. En se concentrant sur l'innovation, le développement des marchés et la prospérité à long terme à la ferme, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux seront en mesure d'aider les agriculteurs à tirer profit des innovations, des opportunités qu'offrent les marchés émergents et de la demande mondiale croissante d'aliments salubres de haute qualité. »

Les ministres souhaitent un partenariat gouvernement-industrie plus solide pour favoriser une culture de l'innovation et s'assurer que les investissements et les priorités correspondent aux besoins de ce secteur. Les ministres ont également discuté de la nécessité de continuer à mobiliser la totalité de la chaîne de valeur, y compris l'industrie de la transformation des aliments.

Les gouvernements FPT continueront de travailler étroitement avec l'industrie pour susciter de nouvelles opportunités de marché grâce à la science, à l'accès au marché et à la salubrité des aliments. Les gouvernements augmenteront leurs efforts pour susciter et optimiser les opportunités pour les agriculteurs, les producteurs et les transformateurs canadiens de vendre leurs produits sains et de qualité aux consommateurs d'ici et du monde entier. Les ministres ont également réitéré leur soutien à l'avancement des intérêts commerciaux du Canada dans les négociations de libre-échange au profit des secteurs agricole et agroalimentaire canadiens, et ce, tout en maintenant leur soutien au système de gestion de l'offre du Canada.

« Je suis ravi que toutes les juridictions soient unies dans notre résolution de s'assurer que les politiques et programmes du prochain cadre stratégique appuient les besoins en constante évolution de l'industrie, a déclaré le coprésident de la réunion, Brad Cathers, ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressource du Yukon. Ensemble, nous bâtissons des bases solides pour aider les producteurs et les transformateurs à demeurer concurrentiels et à assurer leur réussite, maintenant et à l'avenir. »

La prochaine réunion annuelle aura lieu du 12 au 14 septembre 2012, à Whitehorse au Yukon.

Le gouvernement du Canada aide les aviculteurs de l'Atlantique à satisfaire aux exigences changeantes des consommateurs

Les producteurs de poulet de l'Atlantique seront plus compétitifs sur le marché avec le soutien du gouvernement du Canada.

« Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse investit dans ces projets pour appuyer la recherche scientifique qui améliorera l'adaptabilité, la compétitivité et l'innovation dans le secteur avicole »

- John MacDonell, ministre de l'Agriculture de la Nouvelle-Écosse

Le député Scott Armstrong (Cumberland-Colchester-Musquodoboit Valley), au nom du ministre de l'Agriculture, Gerry Ritz, a annoncé, le 11 avril, un investissement de plus de 600 000 dollars dans l'Institut de recherche avicole de l'Atlantique (IRAA) pour effectuer une recherche sur le fourrage et la santé.

« La plus grande priorité de notre gouvernement demeure l'économie, et le secteur avicole de la région de l'Atlantique contribue de manière importante à la solidité de notre économie, a déclaré le député Armstrong. Cet investissement dans la recherche maintiendra la compétitivité de nos producteurs avicoles en s'assurant qu'ils continuent d'améliorer leurs produits de qualité pour répondre aux demandes du consommateur d'aujourd'hui conscient de sa santé. »

L'investissement sera réparti sur six projets pour faire avancer la recherche sur de meilleurs éléments nutritifs et une résistance accrue aux maladies pour le secteur avicole de la région, ce qui profitera également aux consommateurs de tout le pays. Ce financement comprend le soutien de projets pour trouver des moyens d'augmenter les acides gras oméga-3 et les antioxydants dans le poulet et les œufs, ainsi que pour évaluer les moyens d'améliorer la santé du troupeau et de réduire les maladies.

La Nouvelle-Écosse fait une contribution de 220 000 dollars à ces projets à même son programme Développement de la technologie qui soutient le développement et l'adaptation de nouvelles technologies et connaissances agricoles de pointe qui amélioreront la position concurrentielle de l'industrie agricole et agroalimentaire de cette province.

235 producteurs de poulet, de dindons et d'œufs produisent des produits de grande qualité pour les consommateurs du Canada atlantique et génèrent des rentrées de fonds de 259 millions de dollars (2010) à la ferme.

« Le secteur avicole reconnaît qu'il est rentable d'effectuer de la recherche appliquée qui contribuera à améliorer la santé animale et humaine, a déclaré pour sa part, Derek Anderson, premier dirigeant de l'IRAA. L'IRAA est un institut à l'échelle du Canada atlantique qui a réussi à mobiliser des fonds de l'industrie et du gouvernement pour répondre à ses besoins en recherche appliquée, qui à leur tour sont précisés notamment par les offices de commercialisation de la volaille de chacune des provinces de l'Atlantique. »

Suite page 7

Suite de la page 6

Ces investissements soutiennent six projets de recherche, notamment :

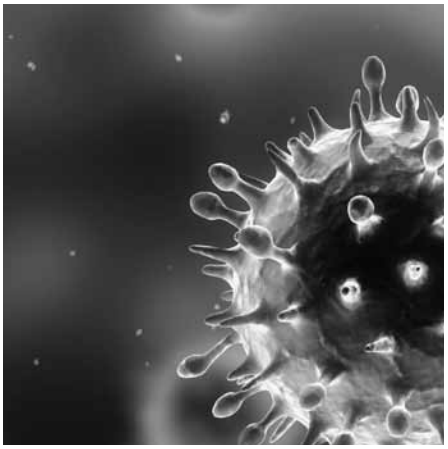
1. **Évaluation nutritive des tourteaux pressés à froid pour les poulets à griller**
   La diète des volailles est habituellement composée de maïs ou de blé et de tourteau de soja et/ou de canola. Ce projet a pour but d'évaluer des solutions de rechange rentables aux ingrédients classiques des céréales fourragères pour offrir aux producteurs de volailles et aux fabricants de céréales fourragères de l'information leur permettant de prendre des décisions commerciales axées sur la viabilité dans un marché de plus en plus compétitif. *Investissement du PCAA : 191 743 $*

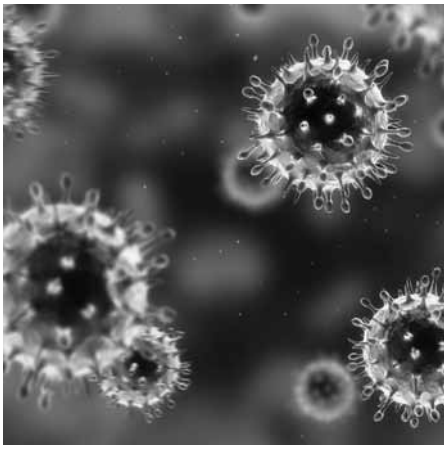
2. **Efficacité du lysozyme en remplacement des antibiotiques chez les poulets à griller**
   Depuis que le public est mieux sensibilisé au problème de la résistance aux antibiotiques des bactéries pathogènes, on s'intéresse davantage à trouver des options de remplacement à utiliser pour la volaille. Cette recherche tente de déterminer l'effet du lysozyme sur la performance de croissance et la microflore intestinale des poulets à griller élevés dans les conditions optimales et sous-optimales, et de déterminer les périodes optimales du cycle de croissance pendant lesquelles introduire le lysozyme dans leur diète pour obtenir une performance de croissance optimale. Il faudra faire des recherches sur la production pour évaluer le rendement de la production des poulets à griller nourris avec d'éventuelles solutions de rechange aux antibiotiques et ceux nourris aux antibiotiques commerciaux. Le fait de déterminer les périodes déterminantes du cycle de croissance des poulets à griller pendant lesquelles le lysozyme peut avoir le plus grand effet sur les populations microbiennes intestinales et, ainsi, sur la croissance et l'efficacité des céréales fourragères, aurait un effet économique pour le producteur à cause des coûts réduits des aliments et de la viabilité accrue des poussins. *Investissement du PCAA : 148 314 $*

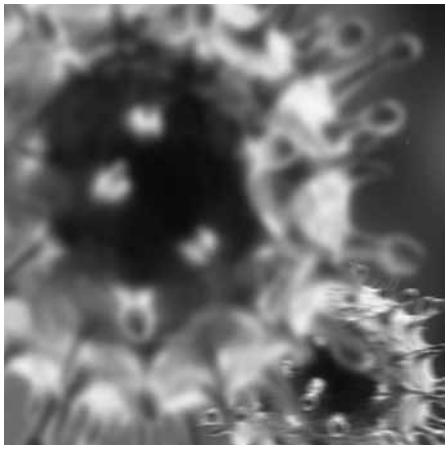
3. **Évaluation des monosaccharides et des acides gras à chaînes courtes sur la croissance précoce et le développement intestinal des poussins**
   Les exploitations avicoles commerciales régionales de l'Atlantique ont observé une performance de croissance précoce sous-optimale chez les poussins. La diète habituelle des volailles est composée de céréales (surtout du tourteau de maïs, de blé et de soja) et de graisses (végétales, graisse de volaille ou de restaurant) comme ingrédients pour ajouter de l'énergie aux rations destinées à la volaille. La capacité de digestion réduite des poussins fait qu'une forte proportion de ces sources d'énergie n'est pas assimilée jusqu'à l'âge de 10 jours à cause d'un tract gastro-intestinal sous-développé, il demeure toutefois possible de stimuler l'intestin pour hâter le développement précoce et augmenter le taux d'absorption des éléments nutritifs de leur diète. Toute technologie ou nutrition innovante utilisée pendant cette période pour améliorer le développement et la croissance musculaire du poussin permettrait une performance de croissance accrue pour atteindre le véritable potentiel génétique. Il faudra une recherche sur la production pour évaluer les ingrédients de remplacement facilement accessibles et rentables qui pourraient améliorer la performance et la croissance des poussins et réduire le coût de production des producteurs de poulets à griller. *Investissement du PCAA : 72 509 $*

Les investissements, réalisés à même le Programme canadien d'adaptation agricole (PCAA), sont offerts par les quatre conseils du PCAA de la région de l'Atlantique, dirigé par *Agri-Futures Nova Scotia*.

Pour obtenir plus d'informations sur le PCAA, veuillez visiter le site agr.gc.ca/pcaa.







Les virus de la grippe aviaire faiblement pathogènes ajoutés à la liste des maladies à déclaration obligatoire

Le gouvernement du Canada a renforcé sa démarche pour contrôler la grippe aviaire chez les volailles domestiques en ajoutant les virus de la grippe aviaire H5 et H7 faiblement pathogènes à la liste des maladies à déclaration obligatoire.

En pratique, cela ne change rien aux procédures et politiques que l'ACIA et l'industrie ont formulées pour contrôler et éliminer la grippe aviaire. Le Plan spécifiquement lié aux risques concernant l'influenza aviaire à déclaration obligatoire de l'ACIA, qui est la procédure opérationnelle pour s'occuper de la GA, incorpore déjà la grippe aviaire hautement pathogène et faiblement pathogène à ses mesures de contrôle des maladies.

L'ACIA a apporté ces changements de façon à ce que le règlement fédéral corresponde à ce qui se fait à la base et pour pouvoir démontrer à ses partenaires internationaux que le gouvernement règle de façon appropriée la GA hautement et faiblement pathogène — cette dernière partie pourrait avoir l'avantage de limiter (dans une certaine mesure) les restrictions au commerce pendant un incident de GA.

La plupart des virus de la grippe aviaire sont faiblement pathogènes et causent habituellement peu de signes apparents de maladie chez les animaux infectés, voire aucun. Toutefois, les virus H5 et H7 peuvent muter en une forme hautement pathogène et causer une forte mortalité chez les volailles domestiques. En vigueur immédiatement, tous les cas soupçonnés ou confirmés de H5 et H7 faiblement pathogènes, de même que tous les virus de la grippe aviaire hautement pathogènes, doivent être déclarés à l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA).

« Cette modification souligne l'engagement du gouvernement du Canada à protéger la santé animale, la santé publique et la viabilité économique de notre industrie avicole, a déclaré le vétérinaire en chef du Canada, le Dr Brian Evans. Nous demeurons vigilants dans nos efforts pour prévenir, pour nous préparer et pour réagir à la grippe aviaire. »

Le Règlement sur les maladies déclarables modifié officialise la démarche actuelle du Canada pour contrôler la grippe aviaire chez les volailles domestiques, mais ne change pas fondamentalement ce que fait l'ACIA pour réagir aux épidémies.

Lorsqu'on trouve un virus de la grippe aviaire chez des volailles domestiques, l'ACIA travaille avec l'industrie et les partenaires gouvernementaux des provinces et territoires pour contenir et éradiquer la maladie, et pour rétablir le statut de zone indemne le plus tôt possible. L'ACIA surveille les volailles domestiques pour détecter la grippe aviaire hautement pathogène, de même que les virus H5 et H7 faiblement pathogènes, en vertu du Système canadien de surveillance de l'influenza aviaire à déclaration obligatoire (SCSIADO). Le SCSIADO est une initiative mixte du gouvernement, de l'industrie et des producteurs, et se conforme aux normes de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE).

De plus, l'ACIA participe à l'enquête interagences canadienne sur l'influenza chez les oiseaux sauvages qui fait le suivi des virus de la grippe aviaire qui circulent dans la nature et qui pourraient inquiéter l'industrie avicole.

Pour obtenir plus d'information sur la grippe aviaire, visitez le site Web de l'ACIA à l'adresse www.inspection.gc.ca.

Initiative FPT de réduction des agents pathogènes

On estime qu'il y a 11 millions de cas de maladies d'origine alimentaire chaque année au Canada, avec un coût estimé de 3,7 milliards de dollars en soins de santé et en perte de productivité.

Les consommateurs et les personnes responsables de la préparation ou de la vente commerciale d'aliments cuits ont tous un rôle à jouer pour réduire la possibilité de contamination des aliments et assurer que les règles de salubrité alimentaire sont respectées à toutes les étapes de la chaîne. Les 4 messages de base de la manipulation sécuritaire des aliments, nettoyer, séparer, cuire et réfrigérer, valent pour tout le monde.

Pour étudier la prévalence et la source des maladies d'origine alimentaire, l'Agence de santé publique du Canada collecte des renseignements sur les cas de maladie gastro-intestinale infectieuse grâce à C-EnterNet (Système de surveillance nationale intégrée des agents pathogènes entériques). La viande et la volaille crues, les œufs crus et les fruits et légumes crus qui tous peuvent avoir été exposés à des bactéries sont tous des causes possibles de maladie d'origine alimentaire. Les données pour 2010 (les plus récentes) révèlent une baisse de la campylobactériose issue de la viande au détail et un nombre de cas stable de salmonellose.

Le groupe de travail

En février 2009, les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux (FPT) de l'Agriculture ont donné à leur sous-ministre la tâche de concevoir un plan d'action pour réduire les agents pathogènes dans la viande et la volaille. Un groupe de travail FPT a été mis sur pied pour mettre au point l'initiative de réduction des agents pathogènes. Ce groupe est composé de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), de Santé Canada, de l'Agence de santé publique du Canada, d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et de représentants des ministères provinciaux de l'Agriculture et de la Santé. Bien qu'au plan international, des études aient été effectuées et des cibles de rendement fixées, le Canada accuse un retard par rapport aux autres pays en ce qui concerne la réduction des agents pathogènes à cause du manque d'information nationale de base récente.

Les priorités de réduction des agents pathogènes du gouvernement visent la salmonelle et la campylobactérie chez le poulet, l'*E.coli* O157:H7 et d'autres *E.coli* producteurs de vérocytotoxine (ECPV) sur les carcasses de bœuf, dans le bœuf haché et la garniture, et la *Listeria monocytogenes* dans les viandes prêtes à manger. La dernière étude pour évaluer l'effet du PASA-HACCP (les programmes de sécurité des aliments) dans les établissements avicoles régis par le fédéral a été effectuée par l'ACIA pour la salmonelle en 1997-1998 et par Santé Canada pour la campylobactérie en 1986.

Pour l'industrie avicole, les principaux objectifs de l'Initiative de réduction des agents pathogènes sont d'obtenir des données sur la prévalence et les concentrations de salmonelle et de campylobactérie dans les troupeaux de poulets à griller, sur les carcasses et dans les produits de poulet au détail. Les données seront comparées à celles de la prévalence et des concentrations de base de 1997-1998. De même, l'ACIA évaluera la distribution géographique et les variations saisonnières de la salmonelle et de la campylobactérie dans les troupeaux de poulets à griller à travers le Canada.

Les études de base viseront les fermes productrices de poulets à griller, les carcasses après congélation, les paquets en vrac qui contiennent des carcasses de poulet complètes et des produits de poulet crus. Les échantillons seront prélevés à l'arrivée des troupeaux à l'usine de transformation. La détection et le dénombrement des salmonelles et des campylobactéries seront effectués par un laboratoire privé accrédité conformément aux méthodes utilisées ou reconnues par le *Food Safety and Inspection Service (FSIS)* des États-Unis.

Lancement d'un accord de partenariat économique avec le Japon — Le deuxième plus important marché d'exportation agricole du Canada

Le ministre de l'Agriculture, Gerry Ritz, et le premier ministre Stephen Harper sont allés au Japon pour amorcer les négociations d'un accord de partenariat économique avec le Japon dont l'industrie agricole des deux pays tirera profit.

Le ministre Ritz a dirigé une délégation composée de divers représentants canadiens de l'industrie agricole au Japon et rencontré les acheteurs japonais de bœuf, de porc, de céréales et d'oléagineux, dans le but d'accroître les occasions pour le Canada de vendre à l'étranger des produits salubres et de haute qualité.

« Le libre-échange entre le Japon et le Canada contribuera à s'assurer que les produits agroalimentaires sont disponibles dans les deux pays pour l'avantage mutuel des producteurs et consommateurs, a déclaré le ministre Ritz. Les producteurs et transformateurs agricoles du Canada occupent une part importante dans l'économie canadienne et c'est pourquoi le gouvernement continue de faire du commerce international une priorité. »

Le Canada est engagé à approfondir ses liens économiques avec le Japon en veillant à ce que les échanges commerciaux s'effectuent librement entre les deux pays. Le Japon est la troisième plus importante économie au monde et le deuxième plus important marché agricole du Canada. Le marché du Japon a une valeur de près de 4 milliards de dollars pour les agriculteurs et les transformateurs canadiens. Il est le deuxième plus important marché pour les exportateurs canadiens avec des exportations de porc et de produits du porc d'une valeur de près de 900 millions de dollars en 2011. L'huile de canola du Canada détient 40 pour cent du marché de l'huile comestible du Japon et a une valeur approximative de 1,4 milliard de dollars pour le Canada.

Le ministre Ritz a rencontré son homologue japonais, le ministre Michihiko Kano, et a remercié le Japon pour sa récente décision de réviser ses règlements intérieur et sur l'importation du bœuf. Le Canada espère que cela mènera à un plus grand accès pour le bœuf de plus de 21 mois. La Canadian Cattlemen's Association estime que cette décision permettra de doubler, et davantage, les ventes de bœuf canadien au Japon pour un total de 160 millions de dollars la première année de plein accès.

En s'associant à la Commission canadienne du blé, à la Commission canadienne des grains et aux Producteurs de grains du Canada, le ministre Ritz a pu garantir à l'industrie céréalière japonaise un approvisionnement constant en blé et en orge de classe mondiale du Canada. Le Japon est le troisième plus important marché pour le blé du Canada avec des exportations en 2011 d'un total de 471 millions de dollars. Le Canada est le plus important fournisseur de malt du Japon et compte pour 40 pour cent de ses importations de malt.

Pour une mise à jour des négociations de L'OMC, veuillez visiter le site web des PPC au : *producteursdepoulet.ca/commerce-international/geneve-en-bref*

facebook.com/chickenfarmers

twitter.com/chickenfarmers

ENVOYEZ-NOUS VOTRE AVIS!

www.poulet.ca

Réviseur : Marty Brett - mbrett@poulet.ca

Graphiste : Stephanie St.Pierre - sstpierre@poulet.ca